



La retraite, une affaire de jeunes !

Le gouvernement s'est engagé dans une nouvelle réforme à marche forcée du système de retraites. « *Je veux dire aux jeunes de 20 ans que c'est justement pour eux que nous faisons cette réforme* », affirme le ministre du travail Eric Woerth. Nous ne sommes pas dupes de cette hypocrisie. Une nouvelle fois, ce qui est mis en place au nom des jeunes se fait sans eux, et surtout contre eux. En limitant le débat à l'acceptation pure et simple d'un nouvel allongement de la durée de cotisation, **le gouvernement adresse aux jeunes un message implicite, mais clair : la retraite ce n'est plus pour vous !** Jeunes en insertion, salariés ou étudiants, c'est sur nous que reposera le financement du système de retraite dans les années à venir, et c'est nous qui subirons toute modification du système actuel. Nous refusons d'être les grands oubliés d'un débat qui nous concerne !

Jeunes, nous sommes attachés au droit à une retraite à 60 ans financée par répartition

Attachés à la solidarité entre les générations, nous souhaitons financer un système de retraite par répartition de haut niveau qui garantisse un niveau de pension permettant de vivre pleinement le temps de la retraite. Nous refusons que la retraite par répartition devienne un « filet de sécurité » a minima, insuffisant pour vivre. Nous refusons la logique d'une retraite basée sur la capitalisation individuelle, inefficace économiquement et inégalitaire socialement. Nous dénonçons la double peine que nous imposerait un nouvel allongement de la durée de cotisation ou un recul de l'âge légal de départ en retraite: nous finançons les pensions d'aujourd'hui, nous refusons d'avoir à épargner en plus pour nos vieux jours dans des fonds de pension qui peuvent être ruinés du jour au lendemain !

Un débat de société escamoté par une nouvelle opération comptable

Parce que la nature du système de retraite qui se met en place contribue à façonner la société de demain, nous refusons la volonté du gouvernement de réduire ce débat à une simple équation comptable. En se limitant à jouer sur la durée de cotisation, le gouvernement s'attaque directement à la solidarité sans aborder les véritables enjeux du système : garantie d'un taux de remplacement, pénibilité, allongement de la durée d'étude et d'insertion, chômage, inégalités hommes – femmes (Aujourd'hui le temps partiel subi, la précarité de l'emploi impactent fortement la retraite des femmes.), répartition du temps de travail et des richesses.

En instrumentalisant les analyses du COR (conseil d'orientation des retraites) pour imposer l'allongement de la durée de cotisation comme seule perspective, le gouvernement élude la question centrale de la répartition des richesses. Depuis 20 ans, la part de la richesse produite attribuée aux salaires ne cesse de diminuer au profit du capital.

Alors que notre pays n'a jamais été aussi riche, nous n'acceptons pas qu'il soit demandé à la jeunesse de travailler plus longtemps pour toucher une retraite moins importante, conduisant ainsi notre génération à vivre des conditions de retraites moins bonnes que celles de nos parents ! Il n'est pas acceptable que l'allongement de la durée de la vie soit synonyme de régression sociale.

Allonger la durée de cotisation ? Pour nous, c'est non ! Cela priverait les jeunes du droit à une retraite à 60 ans à taux plein. Pourquoi cet acharnement à reculer l'âge de départ en retraite quand le chômage des jeunes explose? L'augmentation des besoins de financement est une chance qu'il faut saisir. Nous refusons que le catastrophisme ambiant serve d'argument pour esquiver une nouvelle fois le débat sur la nécessaire augmentation des financements solidaires des retraites par répartition : taxation des stocks options et des revenus financiers, suppression du bouclier fiscal, élargissement de l'assiette des cotisations, suppression d'exonérations de cotisations. Si de nouvelles ressources doivent être immédiatement mobilisées, une véritable politique de l'emploi et de revalorisation salariale destinée à lutter contre le chômage et la précarité est également indispensable pour apporter les recettes nécessaires à la pérennité de notre système de retraite solidaire.

Le système de retraites doit prendre en compte l'évolution de la société !

Nous réclamons des réformes qui garantissent nos droits sociaux, et nous souhaitons faire évoluer le système pour mieux prendre en compte l'évolution de la société et pérenniser le système par répartition.

L'allongement de la durée des études et le recul de l'âge moyen d'entrée dans un emploi stable (27 ans) conduisent les jeunes à commencer à cotiser plus tard que par le passé. Nous exigeons :

- **la validation des années d'études et de formation dans le calcul des annuités** ouvrant droit à la retraite, afin d'offrir à chaque jeune la garantie de pouvoir étudier sans être inquiété par son avenir, même lointain ;

- **la validation des périodes de stages**, intégrée dans une véritable réglementation contraignante (rémunération à 50% du SMIC dès le premier mois, reconnaissance et encadrement dans la formation) ;

- **la validation des périodes d'inactivité forcée**, et la prise en compte la situation des jeunes en situation d'insertion professionnelle pour qui l'enchaînement de stages, de CDD, d'emplois à temps partiel, de périodes d'intérim ou de chômage conduisent à accumuler des droits à retraite très incomplets ;

En ignorant plus longtemps ces évolutions qui caractérisent notre génération, le gouvernement refuse de garantir aux jeunes qu'ils pourront à leur tour bénéficier d'une retraite solidaire à de haut niveau !

Les jeunes seront au rendez-vous du débat public pour affirmer que la retraite est l'affaire de tous !

Nous affirmons notre volonté d'agir ensemble dans les prochains mois afin de défendre l'exigence d'un système de retraites par répartition fondé sur la solidarité, qui garantisse à nos aînés comme aux générations futures une retraite de haut niveau à 60 ans.

Les jeunes refusent d'être les grands oubliés du débat qui s'ouvrent et exigent du gouvernement qu'il renonce à l'allongement de la durée de cotisation. Nous demandons à être associés aux discussions en cours.

Nous appelons à la création de comités jeunes locaux pour organiser la campagne au sein de la jeunesse. Nous appelons les jeunes à se saisir du débat sur les retraites, à participer aux initiatives de mobilisation.

Le gouvernement ne peut aborder le débat sur les retraites sans l'avis des générations directement concernées par cet enjeu social majeur : les jeunes d'aujourd'hui !

Organisations signataires :

UNEF, UNL, FIDL, Sud Etudiant, LMDE, CGT, FSU, UEC, Attac Campus, JOC, Génération Précaire, MJS, MJCF, Jeunes Verts, JRG, Réseau jeunes du PG, NPA, Gauche Unitaire Jeunes, Branche jeune d'AL